

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

Note sur les principaux résultats du traité de commerce avec l'Angleterre

Journal de la société statistique de Paris, tome 4 (1863), p. 116-123

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1863__4__116_0

© Société de statistique de Paris, 1863, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

Note sur les principaux résultats du traité de commerce avec l'Angleterre.

Nous ne saurions mieux nous rendre compte des effets du traité de commerce qu'en étudiant successivement :

1° L'augmentation moyenne annuelle de notre commerce par périodes;

2° La part de l'Angleterre dans le total de nos échanges;

3° La part proportionnelle de l'Angleterre dans l'augmentation totale de notre commerce par périodes.

I. *Augmentation moyenne annuelle de notre commerce.*

Pour mettre cette étude à l'abri des causes de perturbation et d'erreurs si communes, quand on rapproche des chiffres pris au hasard, nous avons cherché à répartir les différences, les écarts possibles sur de longues périodes. L'emploi de cette méthode était d'autant plus facile, que le développement de nos échanges l'indique au plus simple examen. Un seul regard sur les relevés statistiques des douanes nous montre, en effet, des périodes croissantes et décroissantes qui se succèdent avec la plus grande régularité. Chaque relevé annuel présente un résultat supérieur ou au moins égal, à quelques millions près, à celui de l'année précédente pendant un certain temps; puis, le mouvement s'arrête tout à coup, et une dépression considérable se manifeste; le mouvement ascensionnel reprend ensuite son cours, et c'est lui qui domine et persiste le plus longtemps. Les mouvements de recul et de baisse sont beaucoup plus brusques et profonds; mais ils durent à peine une année ou deux, et le mouvement contraire reprend de nouveau. Nous devons donc nous attacher à suivre et à comprendre la marche des périodes et à les comparer entre elles. Nous trouverons ainsi des chiffres extrêmes en hausse, et nous nous en servirons comme de termes de comparaison, parce qu'on peut être certain que tant qu'ils ne seront pas dépassés, le commerce oscillera dans le même cercle. En prenant, au contraire, une année au hasard ou avec intention, et un chiffre intermédiaire, on arrive à de tout autres résultats, mais à des résultats peu conformes à la réalité des choses. Il n'en est pas ainsi avec l'emploi de la méthode que nous proposons, le chiffre extrême ne s'étant produit que par une succession d'augmentations dues à un concours de circonstances dont l'effet ne peut aller plus loin pour le moment. Ainsi, par exemple, le chiffre extrême d'une période de 6 à 7 années forme bien la limite de ce qui est actuellement possible; il forme, pour ainsi dire, une des étapes de l'industrie et du commerce.

Il importait encore d'éliminer de l'examen des relations commerciales de la France et de l'Angleterre, une autre cause de trouble, cause tout accidentelle, mais qui se reproduit aussi périodiquement. Tout le monde a déjà nommé l'importation et l'exportation des céréales. Le mouvement de ce commerce spécial étant dû à des circonstances passagères (disette ou abondance), et ne pouvant, par conséquent, être considéré comme un effet du développement normal et régulier de nos transactions avec l'étranger, nous ne saurions le faire entrer dans l'étude de ces transactions.

Ceci posé, nous examinerons d'abord l'augmentation de notre commerce dans les trois dernières périodes (1838 à 1847 — 1847 à 1856 — 1856 à 1862).

Importations. La moyenne annuelle du total de leur accroissement, de 27 millions (1838-1845), s'élève à 104 (1847-1856), et retombe à 73 millions (1856-1861). On voit combien l'accroissement a été variable dans un sens, puis dans l'autre.

Nous retrouvons la même marche, quoique avec des proportions différentes, dans le mouvement de nos importations en Angleterre. De 12 millions, leur accroissement annuel s'élève à 29 et retombe à 8 de 1856 à 1861; ce n'est que de 1856 à 1862 qu'il se relève à 22 millions par an. Pour l'Angleterre, comme pour les autres pays avec lesquels nous commerçons, la progression est beaucoup plus lente dans cette dernière période que dans la précédente.

Exportations. Nos exportations présentent les mêmes accroissements et les mêmes diminutions. De 28 millions (1841-1847), l'augmentation moyenne annuelle s'élève à 131 (1847-1853), baisse à 128 (1847-1856), et, enfin, se réduit à 96 millions de 1856 à 1862.

Le ralentissement, comme pour les importations, est des plus sensibles; notre commerce se développe toujours, mais dans des proportions beaucoup plus lentes.

La marche est la même, en ce qui concerne nos exportations pour l'Angleterre, de 5 millions (1841-1847): l'augmentation s'élève à 48 millions (1847-1853), baisse à 14 (1853-1859), pour ne se relever à 17 millions que de 1853 à 1860, et, enfin à 20 (1853-1862).

II. *Part proportionnelle de l'Angleterre dans le total annuel de nos échanges.*

Cette part a beaucoup varié, et remarquons, en passant, qu'elle ne peut se modifier qu'au détriment ou au bénéfice des autres nations.

La part des importations anglaises en France, de 9 p. 100 en 1838, s'élève à 12 p. 100 en 1842, descend à 7 et à 6 en 1847 et 1848, pour ne se relever à 12 p. 100 qu'en 1854. Mais alors elle prend une marche plus caractérisée, atteint 16 p. 100 en 1855, et, enfin, 19 p. 100 en 1856, c'est le maximum. Elle s'abaisse ensuite à 16 p. 100 en 1858, et remonte à 17 p. 100 en 1859; enfin, en 1862, en tenant compte de l'importation extraordinaire des cotons d'Angleterre et de l'absence des importations des États-Unis, elle ne dépasse pas 18 p. 100. Ainsi, elle se maintient sans se développer, et reste même un peu au-dessous de la proportion atteinte en 1856, quoiqu'elle ait doublé depuis 1838.

Exportations. La part de nos exportations en Angleterre s'élève, de 10 p. 100 en 1836, à 13 p. 100 en 1841, à 16 p. 100 en 1847. La crise de 1847-1848 la porte à 24 p. 100; dès 1851, elle atteint 27 p. 100, pour tomber à 20 p. 100 en 1856; elle était déjà revenue à 23 p. 100 en 1859; en 1860 et 1861, elle oscille entre 24 et 23 p. 100; enfin, en 1862, même sans tenir compte de la baisse de nos exportations aux États-Unis (baisse qui, depuis 1859, pour les principaux produits, s'élève déjà à 223 millions), elle ne dépasse pas 28 p. 100.

L'augmentation la plus rapide a eu lieu de 1847 à 1848; elle a continué jusqu'en 1853; puis elle a baissé en 1859 pour reprendre bientôt. Mais, même en 1862, malgré le traité de commerce, la part de l'Angleterre ne surpasse que de 1 p. 100 le dernier maximum. Cependant, depuis 1836, elle a presque triplé (10 et 28 p. 100), alors que, pour les importations, elle doublait seulement.

Cet excédant des exportations sur les importations n'existe pas pour les autres pays, ou du moins il est très-restreint; souvent même il se produit en sens contraire. Rien ne démontre donc mieux l'harmonie qui doit régner ici-bas dans les relations économiques des hommes entre eux. Les artifices combinés et accumulés dans les dispositions minutieuses des tarifs protecteurs ne pouvaient rien contre les nations qui semblaient devoir être le moins propres à garantir leurs intérêts, tandis que cette balance favorable, si vivement recherchée, nous l'obtenions, au contraire, des pays les plus civilisés et les plus aptes à se défendre s'ils se fussent crus blessés; pourquoi? parce que là seulement elle est possible, utile pour les deux pays, et qu'en dernière analyse, elle sert à solder nos échanges à l'intérieur et à l'extérieur. *Les produits se payent toujours avec des produits*, et il est bien démontré que lorsqu'on exporte des métaux précieux d'un pays, ils ne sont pas pris

sur la partie métallique de la circulation, mais bien sur le stock disponible de ces produits là où il existe. Partout ailleurs, les opérations du change par les banquiers restreignent dans de si étroites limites les mouvements de ces métaux, que, malgré tous nos efforts et nos espérances, nous ne pouvons rien obtenir au delà de ce disponible.

Les facilités que rencontre l'échange des matières d'or et d'argent les faisant partout désirer, et le grand réservoir se trouvant à Londres, il était naturel qu'on se tournât de ce côté pour y puiser. C'est ce qui explique, depuis la découverte des mines de la Californie et de l'Australie, la part de plus en plus grande de l'Angleterre dans l'exportation de nos produits allant s'échanger contre de l'or. Cette part a été telle que de 1848 à 1854 l'Angleterre, à elle seule, a reçu plus des trois quarts de l'excédant total de nos exportations sur les importations.

La part proportionnelle de l'Angleterre s'étant ainsi accrue, celle d'un certain nombre d'autres pays devait nécessairement diminuer; mais ce fait est sans gravité. Que dans la masse des produits que nous tirons de l'étranger, le contingent de l'Angleterre soit plus considérable que celui d'un autre pays, il n'y a là qu'un simple déplacement, qu'une simple substitution. Le phénomène économique se modifie si nous étudions la part proportionnelle de l'Angleterre dans l'augmentation totale de nos échanges par périodes.

Toutes les nations ont pu, en effet, y prendre part dans une proportion variable, il est vrai, et si l'une a dépassé les autres, au moins n'est-ce pas au détriment de ces dernières, l'avantage qu'elle a obtenu indiquant seulement l'activité qui lui est propre.

III. *Part proportionnelle de l'Angleterre dans l'augmentation totale de nos échanges.*

Importations. Dans la première période (1838-1842), sur une augmentation totale de 186 millions, elle est de 26 p. 100.

Dans la seconde (1847-1856), sur 940 millions, elle s'élève à 28 ou 29 p. 100.

Dans les premières années de la seconde période, l'accroissement de nos importations d'Angleterre a été tel, qu'elles forment, à elles seules, plus que la totalité de la plus-value (35 millions sur 30 millions). La part des autres nations est restée stationnaire; pour quelques-unes même, elle a baissé; mais bientôt elles reprennent l'avantage, et pendant que nos échanges avec l'Angleterre diminuent relativement, ils augmentent avec le reste du monde. Malgré la guerre d'Amérique, l'accroissement de nos importations des pays moins favorisés maintient l'Angleterre dans une position inférieure à celle qu'elle a précédemment occupée. Les autres nations conservent leur avantage, et cet avantage est d'autant plus remarquable, qu'il n'est dû à aucune faveur.

Le développement de nos exportations, qui avait précédé de deux années celui de nos importations, nous donnera la clef de ce résultat heureux, qui se manifestait avant même l'annonce du traité de commerce. Nouvelle preuve que, dans tous les phénomènes économiques, il y a des effets directs que tout le monde voit, qu'une observation superficielle permet de reconnaître, tandis que d'autres et souvent les plus curieux, échappent à l'attention, parce qu'ils sont indirects et accidentels. Nous en avons ici un exemple frappant. Qui n'a pas prévu, en apprenant la négociation du traité de commerce avec l'Angleterre, une augmentation plus considérable de nos échanges avec cette nation qu'avec toutes les autres? Dans les deux camps des partisans et des adversaires du tarif protecteur, on redoutait ou on espérait l'introduction de fortes quantités de produits anglais. Les premiers seuls pensaient que nos

exportations ne s'accroitraient pas dans une proportion correspondante. Or, il se trouve, quand on observe attentivement, que nos échanges avec le reste du monde et les nations moins favorisées ont augmenté dans une plus grande proportion qu'avec l'Angleterre! Et cependant en présence d'un accroissement de 366 millions pour le total de nos importations de 1856 à 1864, on pourrait croire que l'Angleterre nous a inondés de ses produits. Eh bien! il n'en est point ainsi. Dans cette augmentation, elle ne figure que pour la modeste somme de 42 millions, soit 11 p. 100! De 1856 à 1862, il est vrai, sa part s'élève à 133 millions, y compris 45 millions provenant du coton acheté dans les entrepôts anglais (les importations américaines sur ce seul article présentent, par suite de la guerre de la sécession, une diminution de 240 millions de francs). Mais si on rectifie à ce point de vue les chiffres officiels, on trouve qu'à une augmentation totale de 504 millions, l'Angleterre ne contribue que pour 88 millions, soit 17 p. 100 seulement, c'est-à-dire 12 p. 100 de moins que de 1847 à 1856.

Exportations. Dans la première période (1836-1841), la part de l'Angleterre, dans l'augmentation totale (122 millions), est de 25 p. 100.

Dans la seconde (1841-1847), sur un total de 143 millions, elle n'est plus que de 20 p. 100.

Dans la troisième (1847-1853), sur 787 millions, elle s'élève à 36 p. 100.

De 1853 à 1859, sur un accroissement de 612 millions, elle se réduit à 14 p. 100, et se relève à 18 p. 100 en 1860.

Enfin, de 1853 à 1862, malgré une diminution de 223 millions sur nos exportations aux États-Unis, l'augmentation se maintient encore à 580 millions, et, sur ce total, la part de l'Angleterre ne s'élève pas au-dessus de 31 p. 100, soit 5 p. 100 au-dessous de la proportion obtenue de 1847 à 1853.

Pendant que nos importations de 526 millions (1839) s'élèvent à 841 (1845), à 1,686 millions (1856), et 2,052 millions (1864), en 1862, la guerre d'Amérique les réduit à 1,947. La part de l'Angleterre, quoique s'élevant aussi, de 64 millions à 111 (1842), à 326 (1856), et enfin, à 459 millions en 1862, ne conserve cependant pas l'importance qu'elle avait obtenue. Depuis 1856, et malgré le traité de commerce, la part des autres nations a grandi. Nos importations des pays moins favorisés que l'Angleterre ont plus contribué à l'augmentation totale de nos échanges que cette dernière, et si, selon l'expression consacrée, nous avons été inondés de produits étrangers, le flot ne s'est pas élancé du gouffre que l'on redoutait. L'Angleterre, en 1862, n'avait encore pu reprendre la place relative qu'elle occupait de 1847 à 1856.

Le progrès de nos exportations a été aussi rapide : pendant qu'avec le monde entier elles montent de 744 millions à 887 (1841-1847), puis de 715 (valeur actuelle) à 1,886 (1847-1856), et enfin, de 1,886 à 2,157 (1856-1860), et 2,082 en 1862; la part de l'Angleterre, quoique s'élevant aussi de 97 millions à 115 millions, de 405 à 493, et enfin, à 585 millions en 1841, 1847, 1853 et 1862, ne conserve cependant pas la part qu'elle avait obtenue dans l'augmentation totale de nos échanges.

Malgré un tel développement, malgré un progrès aussi considérable des importations et des exportations, les autres nations ont marché, non-seulement d'un pas égal, mais encore plus rapide qu'elle, de sorte que, dans les deux cas, la part de l'Angleterre dans l'augmentation totale de notre commerce est de 12 p. 100 et de 5 p. 100 au-dessous de la proportion pour laquelle elle y entrait de 1847 à 1856.

Disons maintenant que l'émulation a été telle dans notre industrie, que nous sommes parvenus à placer à l'étranger de nombreux produits qui jusqu'ici n'y trouvaient pas de débouché. La compensation nous ayant été fournie en marchandises, il s'est trouvé qu'à l'importation comme à l'exportation, les autres nations ont plus profité que l'Angleterre elle-même du développement de nos échanges.

En fait, depuis 1856, nos exportations ont doublé avec l'association allemande, la Suisse et l'Espagne; avec les États-Unis, elles ont baissé de 231 millions (en 1861).

La même année nos importations augmentaient de 174 millions et s'élevaient à 362 millions, dont 240 millions pour le coton seul. La crainte de manquer de ce précieux duvet nous avait fait doubler nos approvisionnements, car jusqu'en 1857 leur valeur n'avait jamais dépassé 137 millions.

Pour les importations, c'est la Russie, l'Association allemande, la Belgique et l'Italie qui donnent les sommes les plus fortes.

Quoi de plus consolant que ces résultats si peu attendus du traité de commerce! Quelle meilleure preuve des avantages de la liberté des échanges, puisque, lorsqu'on abaisse les barrières sur un point, la crainte salutaire de la concurrence, l'établissement de nouvelles relations, permettent aux pays où ces obstacles existent encore de profiter les premiers de la mesure!

Quand on étudie, par nature d'objet, le mouvement des importations anglaises en France, depuis le traité, on constate que quatre articles, jusque-là prohibés, sont seuls entrés en quantité notable. Ce sont :

- 1° Les étoffes de laine mélangée, 27 millions de francs;
- 2° La fonte brute, 15 millions de francs;
- 3° La fonte moulée, 12 millions de francs;
- 4° Les rails, 5 millions de francs.

Les fers étirés, les tapis, les machines dépassent à peine 2 millions.

L'importation des aciers, de 193,000 en 1860, s'est élevée à 1,552,000 fr. en 1861. — Le fer-blanc, de 53,000 fr. à 1,461,000 fr.

Les tissus de coton, écrus blancs, couvertures, croisés, piqués, toiles imprimées n'atteignent même pas une valeur de 3 millions et demi de francs.

Quant à la faïence et à la porcelaine fine, dont les spécimens s'offrent partout à nos regards, leur valeur en est bien minime, puisque, pour le premier de ces produits, la valeur importée ne dépasse pas 733,000 fr., et pour la seconde, 287,000 fr.

On va voir que le développement de nos exportations en Angleterre est beaucoup plus général, sans présenter toutefois des augmentations aussi importantes.

Produits de l'industrie.

L'exportation des tissus de soie s'est élevée, de 1860 à 1862, de 139 à 151 millions de francs; celle des tissus de laine, de 45 à 57 millions de francs; celle de la mercerie fine, de 15 à 21 millions de francs; celle des gants, de 21 à 23 millions de francs; celle des fleurs artificielles, de 1 à 2 millions de francs; celle des bronzes, de 3 à 4 millions de francs.

Produits de l'agriculture.

L'abaissement du droit sur les vins n'a pas donné les résultats espérés.

L'exportation des vins de la Gironde, après s'être élevée de 41,000 hectolitres à 51,000 (1860-1861), a baissé à 45,000 en 1862.

Pour les vins français des autres provenances, l'exportation est tombée immédia-

tement de 41,000 hectolitres à 22,000; en 1862, elle s'est relevée à 31,000, soit encore 10,000 hectolitres de moins que la première année.

Pour les eaux-de-vie, au contraire, la progression a été continue : de 69,000 hectolitres, en 1860, à 75,000, en 1861, enfin, à 84,000 en 1862.

L'exportation des œufs, de 15 millions, s'est élevée à 18; celle du sucre raffiné, de 3 millions à 5; enfin, celle des fruits de table, de 2 millions à 4,500,000 fr.

Les céréales et les farines seules, de 64 millions, en 1860, baissent à 3 millions en 1862.

L'exportation des poissons de mer, malgré l'abaissement des surtaxes qui devaient protéger notre pavillon, est toujours en progrès (de 3,443 à 4,469 kilogrammes).

De 1860 à 1862, nos exportations en Angleterre, déduction faite des céréales, augmentent de 62 millions de francs, dont 34 millions pour les principaux produits de l'industrie et seulement 15 millions pour ceux de l'agriculture.

Il n'y a donc pas eu déplacement de la matière de nos échanges; ce ne sont pas les fruits de notre sol qui ont trouvé le placement le plus facile de l'autre côté du détroit. Mais, en Angleterre comme à l'étranger, ce sont les produits de notre industrie, ceux que l'on regardait comme les plus menacés (tissus de laine), qui trouvent l'écoulement le plus facile. Les similaires anglais entrent sans doute sur notre marché, mais nous exportons pour près du double en variétés différentes. La division du travail donne ainsi l'avantage à chaque pays dans la spécialité qui lui est propre.

Les étoffes anglaises de laine mélangée, par exemple, qui ont eu un si grand succès chez nous, n'ont pas empêché l'exportation d'articles analogues de notre fabrication, mais de qualités différentes, de s'élever de 13 à 22 millions (1860-1862).

En résumé, à quelque point de vue que l'on envisage le traité de commerce, on ne trouve, sous tous les rapports, qu'un heureux et fécond développement de nos échanges avec l'Angleterre, et mieux encore, avec le monde entier. Ils ont augmenté à l'importation comme à l'exportation, et la grande mesure, qui devait être, aux yeux de quelques personnes effrayées et peu confiantes dans les ressources de notre activité industrielle et commerciale, une cause de perturbation profonde et même de ruine, a donné, malgré la fermeture du marché américain, des résultats supérieurs à toutes les prévisions.

LE D^r JUGLAR.

P. S. Le tableau ci-après résume : 1^o le mouvement général de notre commerce; 2^o le mouvement de notre commerce avec l'Angleterre. Nous appelons l'attention sur quelques-uns des chiffres des colonnes *Importations* et *Exportations*, comme mettant en lumière un phénomène économique peu observé jusqu'à ce jour, et qui se résume dans le fait que, lorsque le progrès de nos échanges a atteint, dans une période donnée, son maximum de développement, l'année immédiatement postérieure à celle qui a vu se produire le maximum, est toujours une année de crise (relative). Ainsi, 1830, point culminant des progrès réalisés dans les années antérieures, est suivi de la crise de 1831; — 1838, année du maximum de la période de 1831-1838, de la baisse de 1839; — 1847, terme extrême des accroissements successifs de 1840-1847, de la forte crise de 1848; — 1857, de celle de 1858; — enfin, 1861, de celle de 1862.

EXPORTATIONS (COMMERCE SPÉCIAL.)

Années.	Exportations totales.	Céréales, farines.	Exportations, déduction faite des céréales.	Augmentation moyenne annuelle par période.	Exportations de France en Angleterre.	Exportations en Angleterre, céréales déduites.	Augmentation moyenne annuelle par période de l'Angleterre.	Part proportionnelle de l'Angleterre dans le total annuel.	Part proportionnelle de l'Angleterre dans l'augmentation totale par périodes.
---------	-----------------------	--------------------	---	--	---------------------------------------	--	--	--	---

VALEURS OFFICIELLES.

1838.	111	.	.	.	.	.	.	.	.
1839.	452	.	.	.	.	.	.	.	.
1840.	629	7	632	.	66	66	.	.	.
1841.	514	7	507	.	62	.	.	.	.
1842.	760	16	744	24	107	97	6	15 p. 100	26 p. 100
1843.	644	18	626	.	92	.	.	.	.
1844.	687	.	.	.	87	.	.	.	.
1845.	790	.	.	.	99	.	.	.	.
1846.	845	.	.	.	109	.	.	.	.
1847.	891	4	887	28	126	125	4	.	.

VALEURS ACTUELLES.

1847.	719	4	715	.	116	115	.	16 p. 100	.
1848.	680	26	654	.	180	.	.	.	.
1849.	937	.	.	.	209	.	.	.	.
1850.	1,068	.	.	.	238	.	.	.	.
1851.	1,158	.	.	.	298	.	.	.	.
1852.	1,256	.	.	.	396	.	.	.	.
1853.	1,541	39	1,502	181	426	405	48	27 p. 100	36 p. 100
1854.	1,413	7	1,406	.	356	.	.	.	.
1855.	1,557	.	.	.	307	307	.	.	.
1856.	1,893	7	1,886	128	372	.	.	.	.
1857.	1,965	10	1,955	.	396	.	.	.	.
1858.	1,897	128	1,769	.	426	351	.	.	.
1859.	2,268	152	2,114	.	591	493	.	.	.
1860.	2,277	120	2,157	.	628	522	17	24 p. 100	16 p. 100
1861.	1,226	24	1,202	.	456	443	.	.	.
1862.	2,188	46	2,068	96	601	536	20	28 p. 100	21 p. 100

IMPORTATIONS. (COMMERCE SPÉCIAL.)

Années.	Importations totales.	Céréales, farines.	Importations, déduction faite des céréales.	Augmentation moyenne annuelle par période.	Importations d'Angleterre.	Importations d'Angleterre, céréales déduites.	Augmentation moyenne annuelle des importations anglaises par périodes.	Part proportionnelle de l'Angleterre dans le total annuel.	Part proportionnelle de l'Angleterre dans l'augmentation totale par périodes.
---------	-----------------------	--------------------	---	--	----------------------------	---	--	--	---

VALEURS OFFICIELLES.

1830.	489	.	.	.	.	.	.	.	.
1831.	374	.	.	.	.	.	.	.	.
1838.	656	3	653	24	64	64	6	9 p. 100	24 p. 100
1839.	680	24	656	.	63	.	.	.	.
1840.	747	.	.	.	78	.	.	.	.
1841.	804	.	.	.	101	.	.	.	.
1842.	846	.	.	.	112	111	12	12 p. 100	26 p. 100
1843.	845	.	.	.	86	.	.	.	.
1844.	867	.	.	.	90	.	.	.	.
1845.	856	15	841	27	84	.	.	.	.
1846.	920	.	.	.	79	.	.	.	.
1847.	975	209	766	.	71	.	.	.	.

VALEURS ACTUELLES.

1847.	955	209	746	.	72	68	.	7 p. 100	.
1848.	474	24	450	.	50	.	.	.	.
1849.	724	.	.	.	60	.	.	.	.
1850.	790	.	.	.	73	.	.	.	.
1851.	765	4	985	.	69	.	.	.	.
1852.	989	.	.	.	93	.	.	.	.
1853.	1,196	108	1,088	.	105	.	.	.	.
1854.	1,391	171	1,220	.	149	.	.	.	.
1855.	1,594	9	1,586	.	278	.	.	.	.
1856.	1,989	308	1,686	104	326	326	29	19 p. 100	28 p. 100
1857.	1,872	116	1,756	.	321	.	.	.	.
1858.	1,562	46	1,516	.	261	260	.	.	.
1859.	1,640	37	1,613	.	278	277	.	17 p. 100	.
1860.	1,875	22	1,853	.	308	308	.	.	.
1861.	2,443	390	2,053	73	488	469	23	11 p. 100	17 p. 100
1862.	2,126	179	1,947	.	465	459	23	18 p. 100	17 p. 100